



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

Vannes, le 26 AOUT 2019

Direction départementale des  
territoires et de la mer du Morbihan

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

Service Eau, Nature et Biodiversité  
Pôle eau

Monsieur Philippe Blanchard

Dossier suivi par : François Le Mouroux

4 Le Pont

Téléphone : 02 56 63 75 05

56350 Saint Vincent sur Oust

Mél : [francois.le-mouroux@morbihan.gouv.fr](mailto:francois.le-mouroux@morbihan.gouv.fr)

Objet : Déclaration « loi sur l'eau » rubrique 3.1.5.0 et 3.1.2.0

N° dossier : 56-2019-00231

P. J. :

Vous m'avez transmis un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau, rubriques 3.1.2.0 et 3.1.5.0, concernant votre projet de curage et reméandrage d'un cours d'eau, sur la commune de Saint Vincent sur Oust, afin de rétablir le cours d'eau dans son profil d'équilibre. Un récépissé de dépôt vous a été délivré le 24 juillet 2019.

J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération dès réception du présent courrier, et au plus tard d'ici au 31 octobre 2019. Si les travaux devaient être reportés à une année ultérieure (2020 ou 2021), la période d'intervention devra se situer entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 octobre.

Les travaux devront être réalisés conformément au dossier de déclaration et aux arrêtés de prescriptions générales relatifs aux deux rubriques visées (arrêtés du 28 novembre 2007 pour la rubrique 3.1.2.0 et du 30 septembre 2014 pour la rubrique 3.1.5.0).

Je vous rappelle les dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement : « toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration. »

Copie de ce courrier est adressée dès à présent en mairie de Saint-Vincent-sur-Oust où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ce document et le récépissé de dépôt seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, cette autorisation cessera de produire effet dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification si les travaux n'ont pas été réalisés d'ici là.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) de votre part dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois dans les conditions définies à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date d'affichage en mairie de la commune du val d'Oust. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Le Chef du Service Eau, Nature et Biodiversité,



Jean-François CHAUVET

Copies : – à la Mairie de Saint Vincent sur Oust  
– à l'Agence française pour la biodiversité – service départemental.  
– à la CLE du SAGE Vilaine